



Quoi qu'il en coûte ...

... santé des salariés des caisses primaires compris !

Depuis le début de la crise sanitaire, les salariés de l'Assurance maladie ont été très sollicités. Nous feindrons de ne pas avoir remarqué l'absence quasi systématique de l'Assurance maladie dans les discours gouvernementaux, seule l'ARS ayant visiblement été impactée. Vous savez, ce fameux personnel en « deuxième ligne » ...

Et pourtant, le personnel de la CPAM de la Haute-Savoie n'a pas été en reste dans sa mobilisation et ce, depuis mars 2020 dès le début de la crise sanitaire. Nombreux sont ceux dont l'activité a été modifiée, voire complètement changée pour intégrer les brigades démarrant sans cadre de travail, sans formation adaptée. Des prérequis pourtant indispensables pour répondre à toutes les questions de personnes angoissées au bout du fil.

Et que dire de certains de ces brigadiers forcés, dont l'activité n'a toujours pas repris à ce jour : les employés et cadres concernés n'ont aucune visibilité sur une reprise de leur activité même partielle. A cela s'ajoute la valse des contrats précaires, sans cesse renouvelés, ce qui interroge sur la difficulté de travailler avec des équipes non stabilisées, la qualité du service rendu et plus globalement la fragilité d'une organisation qui favorise la précarité à tous niveaux.

Et que dire de la plateforme de service encore plus sollicitée depuis une année : retour forcé d'anciens téléconseillers en renfort « pérenne », charge d'appels bien au-dessus des capacités de traitement. Des facteurs qui dévalorisent encore plus une activité qui rencontre déjà tant de mal à recruter !

Et que dire de l'investissement des services support qui a permis, en un temps record, la bascule d'une forte proportion des salariés en mode télétravail selon des priorités définies par la CNAM ? Face à ce déploiement sans précédent, ces efforts ont permis d'assurer la continuité des activités et fait en sorte que les salariés puissent travailler et rester productifs : le défi a été relevé par les équipes malgré un appui technologique national fragile en début de crise (Matériels – infrastructure - réseau VPN – outils collaboratifs...).

Et que dire des services de production qui tentent de maintenir la tête hors de l'eau ? Ils doivent assurer leur mission de service public, dans des conditions stressantes d'une charge de travail toujours en augmentation : indemniser les arrêts de travail et rembourser des soins dans les meilleurs délais pour ceux que la crise sanitaire n'a pas épargnés...

Et que penser du « indicateurs et objectifs à tout prix », quoi qu'il en coûte ?

Et que penser des décisions de direction, la demi-journée obligatoirement travaillée sur site en particulier, une décision contradictoire et incompréhensible au regard des dispositions voulues par les pouvoirs publics pour limiter la pandémie et qui sont reçues par le personnel comme une marque de défiance ?

OUI le quoi qu'il en coûte a bien été appliqué dans notre Caisse Primaire et **OUI** cela s'est souvent traduit, par des actions au détriment des conditions de travail des employés et cadres.

Nous serons encore plus vigilants à tous les signes de mal être au travail afin d'assurer au mieux notre rôle d'avertisseur social.

Parler libre, être entendu est essentiel !

Les élus CFDT de la CPAM de Haute-Savoie